

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

Objet : MOTION DE SOUTIEN CONTRE LA FERMETURE DE TROIS CLASSES DES ECOLES MATERNELLES : HELENE BOUCHER – MICHELET ET AGNES VARDA – RENTREE SCOLAIRE 2018-2019

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

L'Inspection académique de l'Hérault envisage la fermeture de trois classes dans les écoles maternelles : Hélène BOUCHER, MICHELET et Agnès VARDA.

Face à cette perspective, le Conseil municipal de Sète s'oppose fermement à cette décision et s'associe au mouvement des parents d'élèves.

En effet, si une baisse des effectifs a pu être constatée ces dernières années, des éléments concrets permettent de garantir une augmentation des effectifs à court terme.

Un programme de construction est engagé sur 2018 (Lady Mary) pour un total de 100 logements et un nouveau programme boulevard de Verdun va s'engager (200 logements).

Cette potentielle fermeture serait de nature à très court terme à surcharger les classes, et par conséquent compromettre la qualité de l'accueil et de l'enseignement dans les meilleures conditions à de nombreux enfants.

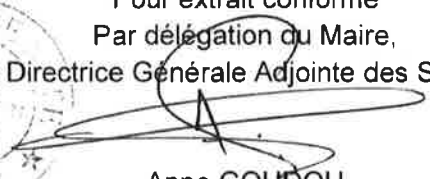
Il est donc demandé à Monsieur l'Inspecteur d'Académie de revoir sa position pour cette rentrée scolaire 2018/2019.


Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE la motion présentée de soutien à la fermeture de trois classes.

MOTION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-001

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

FINANCES

Objet : BUDGET VILLE - APPROBATION DU RAPPORT DE LA CLECT

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des impôts et notamment l'article 1^{er} bis de l'article 1609 nonies C du CGI;

Vu le rapport de la CLECT présenté le 8 décembre 2017,

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal qu'en application des dispositions de l'article 1609 nonies C du CGI, chaque nouveau transfert de charges doit faire l'objet d'une diminution de l'attribution de compensation.

Il convient de rappeler que la Commission Locale d'Évaluation des charges Transférées (CLECT) est chargée de procéder à l'évaluation des charges transférées, afin de permettre le calcul des attributions de compensation. La CLECT établit et vote un rapport détaillé sur les transferts de compétences et de charges.

Ce rapport est transmis à chaque Commune membre de la communauté qui doit en débattre et se prononcer sur celui-ci dans un délai de trois mois suivant sa transmission. À défaut de transmission du rapport de la CLECT aux conseils municipaux des Communes membres ou à défaut d'approbation du rapport de la CLECT par les Communes membres, le Préfet, par arrêté, fixe le coût net des charges transférées.

En l'espèce :

- La CLECT a adopté son rapport le 8 décembre 2017 (ci-joint).

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE les propositions de la CLECT concernant l'évaluation des transferts de charges des compétences transférées,

VALIDE le rapport de la CLECT,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 35 – ABSTENTION : 8

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180212-D-2018-002-DE
Date de télétransmission : 13/02/2018
Date de réception préfecture : 13/02/2018

ville de sete 

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-002

FINANCES

Objet : BUDGET VILLE - ADMISSIONS EN NON VALEUR

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

Monsieur le Trésorier municipal a adressé aux services financiers de la Ville, l'état des créances irrécouvrables sur le Budget PRINCIPAL de la VILLE et sollicite leur admission en « non-valeurs »

Ces créances s'élèvent à un montant total de 16 041,60 € détaillées sur une liste de janvier 2017 portant le numéro 2321520231.

Dans l'attente d'éléments nouveaux, une créance de 1 208,84 euros relative au titre n°3684 émis en 2014 est à exclure de la liste présentée par Monsieur le Trésorier municipal.

De ce fait, le montant des créances s'élève à **14 832,76 euros**.

Années	Montants
2008	45,00
2011	419,84
2012	40,71
2013	240,10
2014	7 185,74
2015	4 395,26
2016	2 506,11
Total	14 832,76

Le Comptable ayant justifié, conformément aux causes et observations mentionnées dans ledit état des poursuites, qu'il a exercé ces poursuites sans résultat, par suite de décès, absence, disparition, faillite, insolvabilité ou indigence des débiteurs.

En vous précisant que l'admission en non-valeur prononcée par le Conseil Municipal ne retire pas à la Commune ses droits contre ses débiteurs et ne fait pas obstacle à l'exercice d'éventuelles poursuites ultérieures à l'encontre du redevable, s'il revient à meilleure fortune,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADMET en non-valeur la somme indiquée précédemment,

IMPUTE cette somme au compte 6541 FINANCES,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180213-D-2018-003-DE
Date de télétransmission : 13/02/2018
Date de réception préfecture : 13/02/2018

ville de  **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-003

FINANCES

Objet : BUDGET CFA - DM N°1 2017

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard NAUDIN Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

La décision modificative a pour objet de modifier les autorisations budgétaires initiales pour tenir compte des événements de toutes natures susceptibles de survenir en cours d'année, tout en respectant les principes relatifs à la préparation, au vote et au maintien de l'équilibre budgétaire.

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°1 2017 du CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS qui se présente ainsi :

FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
CHAPITRES		MONTANTS	CHAPITRES		MONTANTS
OPERATIONS REELLES					
011	Charges à caractère général	-8 500,00			
012	Charges de personnel	8 500,00			
	TOTAL OPERATIONS REELLES	0,00		TOTAL OPERATIONS REELLES	0,00
OPERATIONS D'ORDRE					
	TOTAL OPERATIONS D'ORDRE	0,00		TOTAL OPERATIONS D'ORDRE	0,00
	TOTAL	0,00		TOTAL	0,00

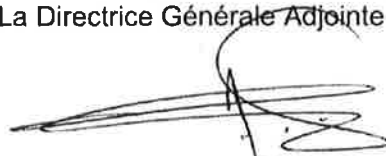
Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOPTE la décision modificative n°1 2017 du budget annexe du CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-004

AFFAIRES CULTURELLES

Objet : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE - ASSOCIATION LIBRE CULTURE

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Depuis plusieurs années, la Ville fait de l'action culturelle envers tous les publics un des objectifs majeurs de sa politique.

Consciente du rôle des associations culturelles dans le dynamisme local de cette politique, elle concourt à leur développement par l'apport d'un soutien financier et logistique régulier. Dès lors, elle souhaite encourager les associations qui œuvrent à ce résultat de manière significative.

L'association Libre Culture organise à Sète, dans le cadre de ses activités liées à la poésie, de nombreux ateliers d'écriture en liaison avec de nombreuses associations culturelles et socioculturelles de la ville.

Ces ateliers sont destinés à tous les publics : enfants, jeunes, adultes, publics spécifiques (des quartiers, publics sourds) et réunissent chaque année de nombreux participants.

Aussi, la Ville a souhaité encourager l'action de cette association dans ce domaine et l'aider à poursuivre le développement de cette activité, conformément à ses statuts.

C'est la raison pour laquelle la Ville a décidé de manifester son soutien au dynamisme de l'association Libre Culture en lui allouant une subvention exceptionnelle.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ATTRIBUE une subvention exceptionnelle à l'association LIBRE CULTURE pour un montant de 25 000 €,

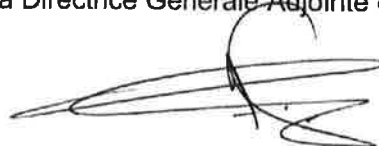
APPROUVE les termes de la convention d'objectifs annexée à la présente délibération

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document s'y rapportant,

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits du service des affaires Culturelles :
Gestionnaire CULTURE Service CULT Nature 6748 Fonction 30

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 40 VOIX POUR ET 3 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180213-D-2018-005-DE
Date de télétransmission : 13/02/2018
Date de réception préfecture : 13/02/2018

ville de  sete

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-005

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

INTERCOMMUNALITE

Objet : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE THAU - CHANGEMENT DE NOM - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-20 et L.5216-5,

Vu l'arrêté n°2016-1-944 de Monsieur le Préfet de l'Hérault, en date du 14 septembre 2016 modifié par les arrêtés n°2016-I-1343 du 22 décembre 2016 et n°2017-I-971 du 9 août 2017 portant fusion de la Communauté d' Agglomération du Bassin de Thau et de la Communauté de Communes du Nord du Bassin de Thau au 1^{er} janvier 2017 et en fixant les statuts,

Afin de mieux situer et identifier le territoire communautaire, mais aussi pour marquer la naissance de la nouvelle agglomération élargie à 14 communes, la communauté d'agglomération a, dès février 2017, lancé une étude afin de définir les grandes orientations pour un nouveau nom et un nouveau logo concernant l'agglomération.

Présentés officiellement le 15 septembre 2017, le nom, **Sète agglomération Méditerranée** et le logo qui l'identifie sont depuis en « usage » sur l'ensemble des documents de l'agglomération.

A l'heure où est lancé le processus d'élaboration du projet de territoire, le conseil communautaire a, par délibération du 20 novembre 2017, décidé de se doter juridiquement de la dénomination **Sète agglomération Méditerranée**, et a sollicité de Monsieur le Préfet la modification statutaire afférente.

Cette dénomination permet, avec l'utilisation de « **Sète** », nom de la ville centre, et de « **Méditerranée** », dénominateur commun, d'englober l'ensemble du territoire et de lui offrir une réelle visibilité à l'extérieur, que ce soit au niveau de la région Occitanie ou plus largement aux niveaux national et international.

Le terme d'agglomération, déposé à l'INPI pour protéger son utilisation, permet au 2^{ème} EPCI de l'Hérault après la métropole de Montpellier, de se différencier de ses voisines et d'afficher une ambition légitime au coeur de l'arc méditerranéen.

La baseline, ou ligne de signature « Archipel de Thau » vient s'ajouter au nom officiel, renforçant l'appartenance à un territoire commun rassemblé autour de cultures, de valeurs, d'ambitions et de projets communs.

Chaque organe délibérant des communes membres est désormais invité à se prononcer sur ce changement de nom.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DONNE UN AVIS FAVORABLE sur la nouvelle dénomination suivante de la communauté d'agglomération : Sète agglomération Méditerranée (SaM), ainsi que sur la modification statutaire afférente


AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document s'y rapportant

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 32 - NE PARTICIPENT PAS AU VOTE : 11

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180212-D-2018-006-DE
Date de télétransmission : 13/02/2018
Date de réception préfecture : 13/02/2018

ville de  *sete*

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-006

INTERCOMMUNALITE

Objet : RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES PORTANT SUR LE CONTRÔLE DES COMPTES ET DE LA GESTION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU NORD DU BASSIN DE THAU EXERCICES 2010 ET SUIVANTS

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

L'objet de la présente délibération est la communication, à l'assemblée délibérante, du rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des Comptes, concernant le contrôle des comptes et l'examen de la gestion de la communauté de communes du nord du bassin de Thau, au titre des exercices 2010 et suivants.

Ce rapport d'observations définitives a été adressé à chacun des membres du Conseil municipal afin qu'il puisse donner lieu à un débat.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE

du rapport d'observations définitives de la chambre Régionale des Comptes, concernant le contrôle des comptes et l'examen de la gestion de la communauté de communes du nord du bassin de Thau au titre des exercices 2010 et suivants, annexé à la présente délibération, et de la tenue d'un débat à ce sujet.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-007

TOURISME

Objet : APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF DE L'OFFICE DE TOURISME DE SETE -
EXERCICE 2018

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Marie DE LA FOREST Adjointe s'exprime en ces termes :

Vu les articles L. 133-4 à L 133-10 et suivants du Code du Tourisme,

Vu la délibération 2018004 du Comité de Direction de l'Office de Tourisme du 26 janvier 2018, relative à l'approbation du budget primitif 2018,

Selon l'article L133-8 du Code du Tourisme, le budget et les comptes de l'office qui ont fait l'objet d'une délibération préalable du comité de direction, sont soumis à l'approbation du conseil municipal.

Approuvé à l'unanimité par le Comité de Direction de l'Office de Tourisme, le budget primitif s'élève globalement à 2 258 415€, dont 2 213 415€ en section de fonctionnement et 45 000€ en section d'investissement.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

le budget primitif 2018 pour un total de 2 258 415€, dont 2 213 415€ en section de fonctionnement et 45 000€ en section d'investissement,

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-008

TOURISME

**Objet : LOCATIONS MEUBLEES DE COURTE DUREE - MISE EN PLACE DU
CHANGEMENT D'USAGE - LOCAUX DESTINES A L'HABITATION**

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Marie DE LA FOREST Adjointe s'exprime en ces termes :

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L. 631-7 à L. 631-10 ;

Considérant la faculté offerte aux communes de subordonner le changement d'usage de locaux destinés à l'habitation à une autorisation préalable au titre de l'article L. 631-9 du code de la construction et de l'habitation,

Considérant la multiplication des locations saisonnières de logements pour des séjours de courte durée à des personnes qui n'y élisent pas leur domicile,

Un nouveau dispositif légal autorise désormais les communes à mettre en place l'enregistrement des locations saisonnières avec l'attribution automatique d'un numéro à publier sur tout support de promotion.

Ce dispositif vise à mieux connaître le parc résidentiel, affecté à une activité touristique, à contrôler le respect des différentes obligations à la charge des loueurs, à maîtriser son évolution et à assurer une meilleure protection du consommateur.

Préalablement, il est nécessaire de définir la procédure de changement d'usage des habitations exigée pour les résidences secondaires.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE

que la procédure d'autorisation préalable du changement d'usage de locaux destinés à l'habitation, en vue de les louer de manière répétée pour de courtes durées à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile, est instituée selon les modalités prévues à l'article 2,

que le changement d'usage sera pris en compte lorsque l'hébergeur s'enregistrera sur la plateforme prévue à cet effet et après délivrance automatique du numéro d'enregistrement,

que le règlement joint à la présente délibération définit la procédure de changement d'usage ainsi que d'enregistrement des meublés du tourisme,


AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180212-D-2018-009-DE
Date de télétransmission : 13/02/2018
Date de réception préfecture : 13/02/2018

ville de  *sete*

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-009

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

TOURISME

Objet : LOCATIONS MEUBLEES DE COURTE DUREE - INSTITUTION DE LA
PROCEDURE D'ENREGISTEMENT DE LOCAUX DESTINES A L'HABITATION

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Marie DE LA FOREST Adjointe s'exprime en ces termes :

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L. 631-7 à L. 631-10 ;

Vu le code du tourisme et notamment ses articles L.324-1 à L.324-2-1 et D.324-1 à D.324-1-2 ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 12 février 2018, subordonnant le changement d'usage de locaux destinés à l'habitation à une autorisation préalable au titre de l'article, L.631-9 du code de la construction et de l'habitation,

Considérant la faculté offerte aux communes de subordonner au dépôt d'une déclaration préalable soumise à enregistrement toute location pour de courtes durées d'un local meublé en faveur d'une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile,

Considérant la multiplication des locations saisonnières de logements, y compris de résidences principales, pour des séjours de courte durée à des personnes qui n'y élisent pas leur domicile,

Un nouveau dispositif légal autorise désormais les communes à mettre en place l'enregistrement des locations saisonnières avec l'attribution automatique d'un numéro d'identification à publier sur tout support de promotion.

Ce dispositif vise à mieux connaître le parc locatif saisonnier, à maîtriser son évolution et à assurer une meilleure protection du consommateur.

La présente délibération définit la procédure d'enregistrement.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE

que la location pour de courtes durées d'un local meublé en faveur d'une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile est soumise à une déclaration préalable soumise à enregistrement, selon la procédure définie dans le règlement joint à la présente délibération et selon la composition du numéro d'enregistrement précisée par l'article D. 324-1-1 du code du tourisme,

que la déclaration comprend les informations exigées au titre de l'article D.324-1-1 du code du tourisme, y compris le numéro invariant identifiant le logement du déclarant.

Le numéro d'enregistrement pourra être révoqué, en cas de contrôles effectués par l'Office de tourisme faisant suite à des réclamations indiquant que les conditions de confort et d'hygiène ne sont pas respectées, ou pour toute information mensongère diffusée sur les réseaux ou autres médias,

qu'un télé-service est mis en œuvre afin de permettre d'effectuer la déclaration,

que ces dispositions sont applicables sur tout le territoire de la commune,

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-010

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

PERSONNEL

Objet : MISE A DISPOSITION D'AGENTS

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Elyane MICHEL - SARDA Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-364 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2007-148 du 2 février 2007 instaurant la possibilité d'une mise à disposition au profit d'organismes contribuant à la mise en œuvre d'une politique publique de l'Etat, des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics administratifs, pour l'exercice des missions de service public qui leur sont confiées,

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Les statuts de la Fonction Publique Territoriale (loi n° 84-364 du 26/01/1984 et le décret 2008-580 du 18/06/2008 modifiés prévoient notamment que les agents fonctionnaires territoriaux peuvent faire l'objet après avis de la CAP, d'une mise à disposition au profit d'autres collectivités territoriales, d'établissements publics ou d'organismes d'intérêt général (association...).

Monsieur Jean Louis MASSON Technicien principal de 1ère classe est mis à disposition auprès de Sète Agglôpole Méditerranée et plus particulièrement auprès du service bâtiments infrastructures pour permettre notamment l'interface avec le prestataire DALKIA dans la gestion des piscines du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018.

Dans ce cadre, il est souhaité modifier cette mise à disposition quant à sa quotité de temps de travail dévolue, en l'augmentant de 30 à 40% soit 14 heures hebdomadaires.

Cette modification est précisée par avenant à la convention entre la collectivité et l'organisme d'accueil selon le projet joint.

Cet avenant a par ailleurs été soumis à la CAP pour sa prochaine séance.

Cette mise à disposition donnera lieu à un remboursement intégral de la rémunération et charges afférentes à l'emploi concerné.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE

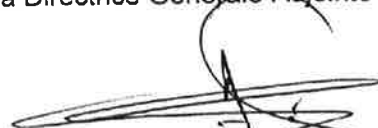
de cette modification de mise à disposition, ainsi que de l'avenant afférent joint en annexe,

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à ce dossier.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-011

PERSONNEL

Objet : MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Elyane MICHEL - SARDA Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Considérant que conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de ladite collectivité ;
il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Considérant le tableau actuel des emplois de la Ville de Sète (budget principal), il convient aujourd'hui de réaliser les créations postes nécessaires à l'organisation des services.

Il est ainsi proposé les créations suivantes :

Filière Administrative

- * 1 poste de Rédacteur (Catégorie B) à temps complet

Filière Animation

- * 1 poste d'Animateur (Catégorie B) à temps complet

Filière Culturelle

- * 1 poste d'Adjoint territorial du patrimoine principal de 1^{ère} classe (Catégorie C) à temps complet

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE

d'adopter le tableau des emplois présenté en annexe prenant en compte ces modifications à effet immédiat (dès caractère exécutoire de la délibération),

DIT

que les crédits nécessaires sont inscrits sur le compte 020 64111 et 4131 du budget de l'exercice en cours et des exercices suivants de la Ville,

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 40 – ABSTENTION : 3

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

Secrétariat Général

ville de  **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-012

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

PERSONNEL

Objet : ASTREINTES

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Elyane MICHEL - SARDA Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale notamment son article 7-1,

Vu le décret n°2011-623 du 12 juillet 2011 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la rééducation du temps de travail dans la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 5 et 9,

Vu le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale,

Dans l'attente de l'avis du prochain Comité Technique,

Vu l'arrêté du 03 novembre 2015 fixant le taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés dans la fonction publique territoriale,

Considérant qu'une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur son lieu de travail,

Considérant que les agents des collectivités territoriales bénéficient d'une indemnité ou, à défaut, d'un repos compensateur lorsqu'ils sont appelés à participer à une période d'astreinte, avec ou sans intervention,

Considérant les besoins de la collectivité et qu'il y a lieu d'instaurer le régime des astreintes ainsi que les indemnités qui s'y rattachent,

Pour assurer la continuité du fonctionnement de ses services et répondre à des obligations réglementaires en matière de sécurité, la ville de Sète doit mettre en place un système d'astreintes dans différents services.

I/ Les modalités du régime d'astreinte par service concerné

1 – Le service PCHS

La collectivité est amenée à réagir avec rapidité et efficacité lors de chaque situation de crise, des dispositifs spécifiques peuvent être déclenchés et permettre à la commune de s'organiser dès lors qu'interviendrait une crise en matière de sécurité civile, d'un niveau grave et majeur.

a) Astreintes de décision

Pour contrôler et coordonner les actions à organiser et les intervenants, une astreinte de décision est assurée par roulement, toutes les semaines, du lundi au dimanche, par des cadres administratifs ou techniques de la ville de Sète.

La liste des cadres est constituée de cadres détachés sur des emplois fonctionnels ou par des responsables de services qui peuvent occuper des postes au sein de services mutualisés entre la ville de Sète et Sète Agglopôle Méditerranée (cette liste est actualisée et arrêtée chaque année par note du Directeur Général des Services).

Ils disposent d'un véhicule ainsi que d'un téléphone portable pour l'exercice de l'astreinte.

b) Astreintes de sécurité

L'astreinte de sécurité est assurée par roulement, toutes les semaines, du lundi au dimanche, par des agents ayant des compétences opérationnelles et appartenant aux services ayant les compétences et les qualifications requises sous réserve de détenir les permis de conduire afférents à l'action à réaliser.

Ces agents peuvent occuper des postes au sein de services mutualisés entre la ville de Sète et Sète Agglopôle Méditerranée.

L'astreinte est composée d'une équipe de deux personnes :

- Un agent qui fait office de responsable et dont le grade appartient au cadre d'emplois des adjoints techniques,
- Un chauffeur, agent d'exécution, qui assure les missions d'assistant,

Deux électriciens viennent compléter l'équipe d'astreinte de sécurité.

Les agents concernés bénéficient d'un véhicule d'astreinte et d'un téléphone portable.
En cas de besoin et selon la nature de l'intervention, l'équipe opérationnelle peut utiliser les véhicules, les engins et les matériels nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

La liste des agents est actualisée et arrêtée chaque année par le Directeur Général Adjoint des services techniques.

2 – Les Musées MIAM et Paul Valéry

Le recours à l'astreinte de sécurité, assurée par roulement toutes les semaines, du lundi au dimanche, a pour objet de permettre une éventuelle intervention lors de circonstances particulières :

- Manifestations ou vernissages organisées au sein des locaux,
- Evénement nécessitant une intervention, mise en sécurité des sites,
- Déplacement sur site pour acquittement de l'alarme, rétablissement de la situation.

Les agents qui composent l'équipe d'astreinte font partis des effectifs des services concernés et sont pris sur la base du volontariat.

Ils disposent d'un téléphone portable pour pouvoir être joint à tout moment.

La liste des agents est actualisée et arrêtée chaque année par le Conservateur du Musée Paul Valéry.

3 – Le Complexe Funéraire

Dans le but d'assurer la continuité du fonctionnement des services du complexe funéraire, un système d'astreinte est constamment mis en place par roulement, toutes les semaines, du lundi au dimanche.

Une équipe d'astreinte composée des agents du complexe funéraire est amenée à intervenir durant la semaine, la nuit, le week-end ou les jours fériés en fonction des situations.

En cas de besoin et selon la nature de l'intervention, l'équipe d'astreinte peut utiliser le véhicule et les matériels nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

La liste des agents est actualisée et arrêtée chaque année par le Directeur du complexe funéraire et contresignée du Directeur Général Adjoint de rattachement.

4 – Le SMIR

Le recours à l'astreinte de sécurité, assurée par roulement toutes les semaines, du lundi au dimanche, a pour objet de permettre une éventuelle intervention lors de circonstances particulières :

- Evénement nécessitant une intervention, mise en sécurité du domaine public.

L'agent d'astreinte, chef de service du SMIR, dispose d'un téléphone portable pour pouvoir être joint à tout moment ainsi que d'un véhicule d'astreinte mis à disposition.

II/ Le suivi et l'indemnisation des dispositifs d'astreinte

1 – Le suivi du dispositif

Après chaque intervention, une fiche est rédigée par l'agent en charge de l'astreinte, précisant les modalités du déroulement de l'astreinte écoulée, complétée d'un rapport en cas d'intervention sur site, permettant d'identifier les problématiques, de connaître la mobilisation effective de l'agent et les modalités de compensation retenues (l'indemnisation ou récupération).

2 – L'indemnisation

➤ L'indemnisation de l'astreinte

Les astreintes donnent lieu à indemnités ou compensations (selon le choix de l'agent le cas échéant) qui sont attribuées de manière forfaitaire et suivant les taux fixés par arrêtés ministériels (semaine, week-end, jours fériés...selon les cas).

➤ L'indemnisation de l'intervention

En cas d'intervention durant ces astreintes, la collectivité applique la réglementation en vigueur concernant la récupération ou le paiement en heures supplémentaires le cas échéant ou selon le souhait de l'agent.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE les régimes d'astreintes mis en œuvre au sein de la ville de Sète,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous document relatif à ce dossier,

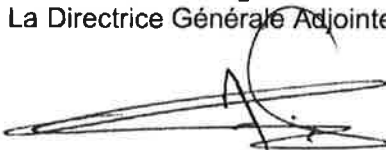
DIT que les crédits nécessaires sont inscrits sur le compte 020 64118 du budget de l'exercice en cours et des exercices suivants de la Ville,

que les crédits nécessaires sont inscrits sur le compte 020 6411 du budget de l'exercice en cours et des exercices suivants des Pompes Funèbres.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180212-D-2018-013-DE
Date de télétransmission : 13/02/2018
Date de réception préfecture : 13/02/2018

ville de **sete**

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-013

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU
STATIONNEMENT - AVENANT N° 1 A LA CONVENTION PASSEE AVEC LA
SOCIETE PUBLIQUE DU BASSIN DE THAU

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Par convention de délégation de service public, approuvée par le Conseil Municipal du 30 novembre 2015 et signée le 14 décembre 2015, la Commune de Sète a confié à la SPL du Bassin de Thau la délégation de service public de stationnement concernant l'exploitation de parkings en ouvrage ainsi que le stationnement payant en voirie.

1) Extension de la zone payante du stationnement en voirie :

Dans le cadre de ses pouvoirs de police, le Maire définit les règles de stationnement applicables sur le territoire communal. Par arrêté du 2 octobre 2017, le Maire a défini le plan des zones de stationnement réglementé proposé au 1er janvier 2018.

Lors de sa séance du 9 octobre 2017, le Conseil Municipal, en application des dispositions de l'article L.2333-87 du CGCT, a fixé le montant des redevances applicables sur ces zones.

Au vu ;

- des recettes supplémentaires pouvant être collectées sur les places nouvellement réglementées,
- de l'entretien et de l'équipement en horodateur de ces places,
- de l'impact financier des abonnements et de la carte de fidélité,

Et en application de l'article III.5 REVISIONS DES CONDITIONS FINANCIERES de la convention, la rémunération annuelle du concessionnaire pour le stationnement en voirie sera d'une somme égale aux recettes de voirie collectées sur l'année desquelles sera déduite, au titre de redevance fixe, la somme de 180 € par place de stationnement sur voirie exploitée. Le montant de cette redevance est plafonné à 300 000 €/an (valeur janvier 2018). Cette décision modifie les dispositions prévues aux paragraphes 1 et 2 de l'article 2 du chapitre III de la Convention de DSP.

2) Diversification des moyens de paiements dématérialisés

La SPL du Bassin de Thau souhaite proposer de diversifier les moyens de paiements dématérialisés mis à la disposition des usagers du stationnement réglementé en voirie et a choisi le paiement à distance (smartphone ou internet) effectué par carte bancaire de manière sécurisée et cryptée, appelé Paybyphone.

Un contrat avec la société Mobile Payment Services devra être signé par la SPLBT.

Les frais de gestion, abonnements, paramétrages sont à la charge de la SPLBT à l'exception des tarifs du paragraphe « Coût et fonctionnement du service pour l'utilisateur ».

Tarification du Paybyphone :

COUT ET FONCTIONNEMENT DU SERVICE POUR L'UTILISATEUR	
Inscription et utilisation du service	Gratuite
Procédure de paiement et d'utilisation du compte	Gratuite
Application Smartphone	Gratuite
Appels et connexions	Prix d'un appel local (serveur vocal), Abonnement Internet Coût d'un SMS inclus dans les forfaits
Confirmation par email	Gratuite
SMS de Bienvenue	Gratuit
SMS ou notification push envoyé lors d'un ticket non validé par l'utilisateur	Gratuit
Notifications et messages sur mobile ou email, et options SMS Notification sur Smartphone ou par email Alerte fin de stationnement Confirmation SMS supplémentaire Notification FPS par SMS	Gratuit pour notifications Appli Gratuit pour notifications EMail Options supplémentaire par SMS = 0,125 € HT à 0,167 € HT / SMS

Cette proposition modifie les points 3.5 et 4.5 du Chapitre II

Par ailleurs, ces sommes étant considérées comme des fonds publics, la Commune doit donc les officialiser.

De même, ce nouveau mode de paiement doit être ajouté à ceux prévus par l'acte constitutif de la régie de recette pour le stationnement payant sur voirie modifiant ainsi l'article 2 de la modification de l'acte constitutif de la régie de recettes pour le stationnement payant sur voirie (décision du Maire n°L-2015-0451 le 29/12/2015).

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte

l'avenant n° 1 à la convention de DSP Stationnement,

APPROUVE

le paiement par application mobile mis à la disposition des usagers du stationnement réglementé en voirie,

APPROUVE

les tarifs pour paiement à Paybyphone par les utilisateurs

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous document relatif à ce dossier.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180213-D-2018-014-DE
Date de télétransmission : 13/02/2018
Date de réception préfecture : 13/02/2018

ville de  **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-014

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : SOCIETE PUBLIQUE LOCALE DU BASSIN DE THAU - APPROBATION DE LA MODIFICATION STATUTAIRE

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1411-12, L.1521-1 à L.1525-3, L.1531-1 et L. 5216-5,

Vu l'arrêté n°2016-1-944 de Monsieur le Préfet de l'Hérault, en date du 14 septembre 2016 modifié par les arrêtés n°2016-I-1343 du 22 décembre 2016, n°2017-I-971 du 09 août 2017 et n°2018-I-042 du 16 janvier 2018 portant fusion de la Communauté d' Agglomération du Bassin de Thau et de la Communauté de Communes du Nord du Bassin de Thau au 1^{er} janvier 2017 et en fixant les statuts,

Vu la loi n° 2010-559 du 28 mai 2010 pour le développement des sociétés locales, ainsi que sa circulaire n°COT/B/11/08052/C du 29 avril 2011,

Vu le livre II du Code de commerce sur les sociétés anonymes,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2015-159 du 27 juillet 2015 portant création, approbation des statuts, et souscription au capital de la Société publique locale du Bassin de Thau (SPLBT), et désignation des représentants de la commune de Sète.

La commune de Sète, lors du Conseil municipal du 27 juillet 2015, a approuvé la création de la Société publique locale du Bassin de Thau (SPLBT), et a procédé à la désignation de ses représentants au sein du Conseil d'administration :

- Rudy LLANOS
- Jocelyne CASSANY
- Gérard CASTAN
- Jocelyne VILLA-GIZARDIN
- Corinne PARAIRES-AZAIS
- Marie DE LA FOREST
- Jean-Marie TAILLADE
- Sébastien PACULL

Le conseil d'administration est composé de 18 membres, chacun des actionnaires disposant d'un nombre de sièges attribué respectivement en proportion du capital détenu. Les sièges étaient donc répartis de la manière suivante :

- Commune de Sète : 8 sièges
- Communauté d'agglomération du bassin de Thau en tant qu'actionnaire majoritaire : 10 sièges

Afin d'améliorer et d'assouplir le fonctionnement du Conseil d'administration de la SPLBT, il est proposé de procéder à la modification des statuts comme suit :

- Article 12 : modification du nombre d'administrateurs de 18 à 12
- Article 18 : modification du nombre minimum de séances du Conseil d'administration de 4 à 2

La modification de l'article 12 des statuts entraîne la diminution du nombre de représentants de la commune de Sète au sein du Conseil d'administration de la SPLBT, ramenés de 8 à 5, ce qui entraîne la perte immédiate du mandat de 3 administrateurs.

il est précisé que cette modification entraîne également la diminution du nombre de représentants de Sète Agglopol Méditerranée, de 10 à 7.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

les modifications statutaires des articles 12 et 18 de la SPLBT, tels que présentés ci-dessus,

APPROUVE

la perte immédiate des mandats d'administrateurs de Madame Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Madame Corinne PARAIRES-AZAIS et Monsieur Jean-Marie TAILLADE au sein de la SPLBT,

PREND ACTE

de la liste des représentants de la commune de Sète au sein du Conseil d'administration de la SPLBT :

- Rudy LLANOS
- Jocelyne CASSANY
- Gérard CASTAN
- Marie DE LA FOREST
- Sébastien PACULL

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document en ce sens.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 35 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-015

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : SA ELIT - DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibération n° D-2014-091 du 6 mai 2014, le Conseil municipal a désigné ses représentants au sein du conseil d'administration de la SA ELIT. Aient été désignés :

- Monsieur Hervé MERZ,
- Monsieur Sébastien PACULL,
- Mme Céline DROUET-PAILHES,
- Monsieur Rudy LLANOS,
- Mme Anne de GRAVE.

Lors de sa réunion du 31 janvier 2018, le conseil d'administration de la SA ELIT a approuvé une modification de la représentation des actionnaires visant à mettre cette dernière en conformité avec les textes légaux.

En effet, conformément à l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales, les collectivités actionnaires doivent être représentées au conseil d'administration proportionnellement à la part de capital qu'elles détiennent. Or, la ville de Balaruc-les-Bains, disposant d'un siège

d'administrateur, ne détient pas de la part de capital correspondante. En revanche, la ville de Sète est sous représentée.

Pour remédier à cette situation, le conseil d'administration a approuvé le remplacement du siège d'administrateur de la ville de Balaruc-les-Bains par un siège d'administrateur pour la ville de Sète.

Ainsi, il est proposé au Conseil municipal de désigner son représentant concernant ce siège d'administrateur.

Par ailleurs, trois administrateurs étant démissionnaires, Monsieur Rudy LLANOS, Monsieur Hervé MERZ, et Monsieur PACULL, il est également proposé au Conseil municipal de désigner ses représentants concernant les 3 sièges d'administrateurs correspondants.

Comme l'autorise l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, je vous propose que le vote se déroule, si vous en êtes tous d'accord, à main levée.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE du remplacement du siège d'administrateur de la ville de Balaruc-les-Bains par un siège d'administrateur pour la ville de Sète,

PREND ACTE des démissions de Monsieur Rudy LLANOS, Monsieur Hervé MERZ, et Monsieur PACULL,

RAPPORTE la délibération n° D-2014-091 du 6 mai 2014 en ce qui concerne l'élection des représentants du Conseil municipal au sein du conseil d'administration de la SA ELIT,

DECIDE à l'unanimité qu'il soit procédé à la désignation des représentants du Conseil municipal concernant les quatre sièges à pourvoir, à main levée,

Candidats :

- Anne de GRAVE
- Emile ANFOSSO
- Jocelyne VILLA-GIZARDIN
- Corinne PARAIRES-AZAIS
- Jean-Marie TAILLADE
- Céline DROUET-PAILHES

Suffrages exprimés : 43

Ont obtenus :

Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Corinne PARAIRES-AZAIS, Jean-Marie TAILLADE, Céline DROUET-PAILHES:

POUR : 34 – ABSTENUS : 9

Sont désignés :

Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Corinne PARAIRES-AZAIS, Jean-Marie TAILLADE, Céline DROUET-PAILHES

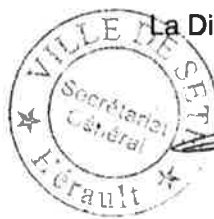
PROCLAME les représentants désignés pour siéger au sein du conseil d'administration de la SA ELIT,

PREND ACTE

de la nouvelle composition du conseil d'administration :

- Anne de GRAVE
- Emile ANFOSSO
- Jocelyne VILLA-GIZARDIN
- Corinne PARAIRES-AZAIS
- Jean-Marie TAILLADE
- Céline DROUET-PAILHES

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-016

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

MARCHES PUBLICS

Objet : REQUALIFICATION DE LA CORNICHE DE NEUBURG - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES PUBLIQUES ENTRE LA COMMUNE ET SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur Rudy LLANOS, Adjoint.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment son article 28.II

Vu le Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment son article 27

Dans le cadre de la requalification de son front maritime intégrant le développement des mobilités douces et le développement touristique, la Ville de Sète a décidé de requalifier en totalité la Corniche de Neuburg.

La Corniche de Neuburg reste le dernier tronçon de l'ex-RN112 à n'avoir pas été réhabilité et à conserver son profil de route nationale répondant aux préoccupations spécifiquement routières, à savoir une chaussée large à double sens de circulation, un trottoir minimaliste, voire inexistant, et pas de piste cyclable.

Aujourd'hui, la requalification de la Corniche de Neuburg apparaît indispensable à plusieurs titres, en permettant de privilégier les mobilités douces et d'améliorer, de manière très significative, l'attractivité touristique de cet espace, en améliorant les accès à la plage et en créant un véritable belvédère sur la mer.

En préalable et dans un souci de coordination des interventions, il est indispensable de reprendre l'ensemble des réseaux souterrains.

Ainsi, la ville de Sète prendra en charge notamment la rénovation de son réseau d'eau potable (canalisation et/ou branchements selon les tronçons).

Sète Agglopôle Méditerranée dans le cadre de l'exercice de ses compétences «Assainissement eaux pluviales» transférées au 1^{er} janvier 2017, prendra à sa charge les extensions et rénovations du réseau pluvial nécessaires au projet, en mettant notamment en place des traitements aux exutoires avant rejet.

Ces opérations de renouvellement de réseaux et de requalification de voie seront donc réalisées dans le cadre d'un programme coordonné entre la Ville de Sète et Sète Agglopôle Méditerranée selon une planification à convenir.

Au terme d'échanges menés entre les deux collectivités, est apparue la volonté de contracter pour ces travaux sous la forme d'un groupement de commandes publiques.

En conséquence, la constitution du groupement et son fonctionnement sont formalisés par la présente convention.

La Ville de Sète assurera les fonctions de coordonnateur du groupement et procèdera, en concertation avec l'ensemble des membres à l'organisation de la totalité des opérations de sélection des titulaires.

La ville de Sète exercera ses missions de coordination à titre gratuit.

Conformément à l'article 28 II de l'ordonnance marchés publics n°2015-899 du 23 juillet 2015, la Ville de Sète sera chargée de signer et de notifier les marchés pour l'ensemble des membres. Chaque collectivité membre du groupement, s'assurera, pour la partie la concernant, de la bonne exécution des marchés notamment en ce qui concerne le paiement des travaux et la réception des ouvrages.

Les marchés seront passés dans le cadre de la procédure adaptée conformément à l'article 27 du décret « marchés publics » n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le tableau ci-après indique le montant d'engagement prévisionnel hors taxes pour chaque membre du groupement :

	Ville			SAM	TOTAL HT
	Budget général	Budget AEP	Annexe	Budget Général	
lot 1 - VRD	1 677 000,00 €				1 677 000,00 €
lot 2 - Réseaux humides		430 000,00 €		810 000,00 €	1 240 000,00 €

lot 3 - Revêtement mobilier urbain	813 000,00 €			813 000,00 €
lot 4 - Aménagement paysagers	135 000,00 €			135 000,00 €
Lot 5 - Génie Civil	750 000,00 €			750 000,00 €
Total HT	3 375 000,00 €	430 000,00 €	810 000,00 €	4 615 000,00 €

Le montant maximum des travaux tous lots et tous membres confondus est estimé à **4615000 € HT** soit **5 538 000 € TTC**.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte

les termes de la convention constitutive de groupement de commandes publiques, entre la commune de Sète et Sète Agglopolé Méditerranée pour la réalisation des travaux relatifs à la requalification de la Corniche de Neuburg, annexée à la présente délibération.

AUTORISE

Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ladite convention ou tout document s'y rapportant, les crédits, pour la Ville de Sète, étant disponibles : au budget général - Références AP 17004 sous l'imputation PVRD 822 - 2312 au budget annexe de l'eau potable - Références AP 18001 sous l'imputation RESO-2315

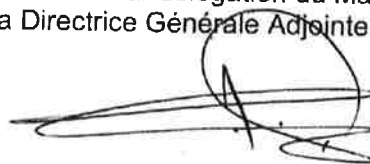
AUTORISE

Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les marchés à intervenir ou tout document s'y rapportant, dans la stricte limite du montant maximal d'engagement fixé par chacun des membres.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180212-D-2018-017-DE
Date de télétransmission : 13/02/2018
Date de réception préfecture : 13/02/2018

ville de  *sete*

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-017

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : OPERATION D'AMENAGEMENT CARRIERE DU RAMASSIS / ZAC ENTREE OUEST ET DES SALINS - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE EXERCICE 2016

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Conformément aux dispositions combinées des articles L1523-2, L1524-3 et L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et L300-5 du Code de l'Urbanisme, la SA ELIT soumet à l'examen de la commune, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) concernant l'exercice 2014 de l'opération d'aménagement Carrière du Ramassis/ZAC Entrée Ouest.

Il est précisé que la SA ELIT est missionnée en vertu d'une convention Publique d'Aménagement approuvée par le conseil Municipal du 29 janvier 2002 complétée par voie d'avenants n°1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 approuvés respectivement par le Conseil Municipal des 20 novembre 2003, 14 octobre 2004, 4 octobre 2006, 16 décembre 2008, 2 novembre 2010, 5 juin 2012, 3 novembre 2014 et le 30 juillet 2015.

Ce compte Rendu Annuel d'Activités à la Collectivité vise à présenter à la Ville de Sète, l'avancement de l'opération en termes administratifs, physiques et financiers, pour lui permettre de suivre le déroulement de l'opération et de décider des mesures à prendre pour maîtriser son évolution ;

Je vous rappelle la consistance et les objectifs de cette opération confiée à la SA ELIT sur la zone à aménager de 22 hectares environ :

- habitat sur le site de la Carrière du Ramassis,
- habitat et activités économiques sur l'entrée Ouest (Quartier des Salins),
- infrastructures routières nécessaires à la viabilisation de la zone et à l'accès Ouest de la Ville.

Les principales décisions administratives prises sur ces opérations sont les suivantes :

ENTREE OUEST - CARRIERE DU RAMASSIS : révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) en Plan Local d'Urbanisme (PLU) le 10 février 2014. Ce PLU a été approuvé par le conseil municipal et a fait l'objet d'une modification en cours.

LES SALINS : le Conseil Municipal du 20 décembre 2005 approuve le bilan de concertation et de révision simplifiée du Plan d'Occupation des Sols.

Le 28 novembre 2006, la commune approuve le dossier de création de la ZAC DES SALINS et le 5 janvier 2008 elle approuve le dossier de réalisation.

Par arrêté préfectoral n° 2008-I-2771, en date du 22 octobre 2008, le projet DES SALINS est déclaré d'utilité publique.

Par délibération du 7 juillet 2009, la commune prescrit la modification du POS zone INAB ZAC DES SALINS dans le but de préciser les hauteurs des bâtiments et d'intégrer la possibilité de recevoir des installations classées. Cette modification est approuvée par délibération du conseil municipal du 2 mars 2010.

Par arrêté préfectoral N° 2010-I-1465, en date du 30 avril 2010, la SA ELIT est autorisée au titre des articles L.214-1 à 6 du Code de l'Environnement à procéder aux travaux d'aménagement de la ZAC DES SALINS.

Par délibération du conseil municipal du 7 novembre 2011, la commune approuve la modification simplifiée du POS portant modification du règlement de la zone INAB et la réduction de l'emplacement réservé C22 conformément aux articles R123 – 10 -1 f et R123 – 10 -1 b du code de l'urbanisme.

Par délibération du Conseil Municipal du 18 décembre 2012, la commune a approuvé le bilan de la concertation/mise en œuvre de la révision du POS en PLU.

Par délibération du Conseil municipal du 10 février 2014, la commune a approuvé le PLU qui a été modifié en 2015.

Depuis une modification simplifiée et 2 modifications ont été approuvées.

Le programme de chacune des opérations comprend notamment :

CARRIERE DU RAMASSIS :

Le programme des travaux comprend :

- le nettoyage de la zone de travaux avec l'arrachage et l'enlèvement de la végétation ainsi que les matériaux et les débris divers,
- l'installation d'une plate-forme de traitement des mâchefers avec un traitement physique par criblage, déferailage, séparation des métaux non ferreux et un stockage provisoire en attente d'emport sur des sites à proximité,
- l'installation d'une bascule sur le site afin de quantifier le poids des matériaux traités et évacués,
- la viabilisation des parcelles destinées à recevoir des logements par la requalification du boulevard Grangent (mise en place des réseaux secs et humides, création d'espaces de stationnement et aménagements paysagers),
- l'aménagement du parc boisé dénommé le « petit bois »,
- l'aménagement de l'entrée du programme de logements contigu au chemin d'accès des Pierres Blanches et la requalification de l'avenue Mathieu Grangent consécutive à cette réalisation.

QUARTIER DES SALINS :

Le programme des travaux comprend :

- la mise à niveau des terrains,
- la réalisation de l'assainissement EP,
- la réalisation d'équipements primaires avec le déplacement des équipements viaires y compris les réseaux existants (giratoire, ex RN 112),
- la réalisation d'équipements secondaires comprenant la voirie structurante, les réseaux humides, les réseaux secs, les aménagements paysagers attenants à ces espaces,
- la réalisation de parkings publics,
- des aménagements paysagers concernant les espaces publics et les berges du canal des Quilles,
- la réalisation d'une passerelle reliant le quartier des Salins au quartier dénommé « les Quilles ».

Le programme du projet d'aménagement actualisé au 31 décembre 2016 comprend :

- des logements libres et des logements aidés (25 %),
- des commerces de proximité en rez-de-chaussée des immeubles en complément d'une surface commerciale de 1 500 m² dont l'enseigne n'est pas définie :
 - ✓ cette dernière permettra une mutualisation des places de parking entre les propriétaires, les locataires et les clients du centre commercial. En cas de besoin la capacité de production de parkings pourra être augmentée par un niveau supplémentaire,
 - ✓ elle sera une locomotive pour l'implantation des commerces en rez-de-chaussée d'immeubles,
 - ✓ elle sera un élément essentiel à l'animation du mail central,
 - ✓ elle sera un tampon anti-bruit entre la voie SNCF et les habitants,
 - ✓ la CDAC et la CNAC ont été obtenues en 2016 mais il reste à échanger le terrain d'ERDF qui est le terrain d'assiette pour partie du projet commercial,
- extension d'Ifremer par le projet Celimer avec des activités et des hébergements étudiants (IUT). Ce projet a été abandonné à la demande du Préfet de l'Hérault. Le foncier y afférent pourra faire l'objet d'un échange avec ERDF (cf § ci-dessus),

- une résidence de tourisme 4 étoile,
- un local technique municipal qui sera réalisé par la Ville.

A la fin de l'année L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES ÉTUDES, ACQUISITIONS ET TRAVAUX s'établit comme suit :

CARRIERE DU RAMASSIS :

la viabilisation des terrains de la Carrière et les travaux de requalification du tronçon du boulevard Grangent sont terminés à l'exception de l'aménagement du carrefour d'accès au programme de logements contigu au chemin d'accès aux Pierres Blanches liés à l'opération SOGI prévu en 2016.

Les cessions :

- les parcelles BS N° 457-458-459 ont été cédées.
- les parcelles BS 455-456 chemin des Pierres Blanches ont fait l'objet d'un compromis de vente avec le promoteur SOGI le 9 août 2011 dont le permis de construire fait l'objet d'un recours par des copropriétaires. Par arrêt, la cour d'appel de Marseille a validé le 11 décembre 2015 le permis de construire et la cession a été réalisée le 3 octobre 2016.

La sous opération « Carrière du Ramassis » devrait être achevée en 2018.

ENTREE OUEST :

Le démarrage des travaux a eu lieu en juin 2010.

La majorité des travaux de VRD sera terminée en fin d'année 2017 à l'exception de certains aménagements paysagers des berges et du revêtement du mail qui seront finalisés mi-2018.

La finition globale de la ZAC interviendra en 2020 après réalisation des bâtiments des 3 dernières parcelles.

Les cessions :

Au 31 décembre 2016 il reste à commercialiser :

- le lot 2 pour environ 2 700 m² SP de logements ou autres dont la destination n'est pas fixée à ce jour,
- le lot 12. Il est précisé que la réalisation d'un groupe scolaire sur ce lot 12 a été abandonnée par le rectorat. En effet, le nombre d'écoles sur la ville est actuellement suffisant et les perspectives scolaires ne laissent pas envisager une augmentation des enfants à scolariser. Ce lot est pour le moment réservé pour un éventuel échange avec celui de la parcelle ERDF en extension de la parcelle destinée à une surface commerciale, au cas où une autre parcelle en dehors du périmètre de la ZAC ne serait pas trouvée,
- les lots 5 et 15, pour lesquels un compromis de vente a été signé avec le promoteur GGL pour la réalisation d'une surface commerciale le 30/03/2016 mais qui n'a pas été réitéré au 31/12/2016, dans l'attente d'une solution pour la parcelle ERDF.

Le BILAN FINANCIER prévisionnel actualisé de l'opération s'établit comme suit :

CARRIERE DU RAMASSIS :

Le montant des dépenses du bilan approuvé le 23/05/2016 de 8 238 K€ inclut un excédent d'opération prévisionnel de 4 103 K€ sur lequel la SA ELIT a reversé à la ville de Sète les acomptes suivants :

- sur l'exercice 2007 : la somme de 3 000 000 €,
- sur l'exercice 2009 : la somme de 643 000 €,
- sur l'exercice 2013 : la somme de 158 000 €.

Le solde de l'excédent soit 302 K€ devait être reversé et affecté en fonds de concours à la ZAC des Salins dès lors que l'acte notarié avec SCI AZUR EDEN II concernant les parcelles BS n°455-456 d'une superficie de 2 244 m² était signé et que l'arrêté des comptes de l'opération était approuvé par la ville.

Il est proposé pour la présentation du nouveau bilan de retraiter comptablement le poste de dépense « Fonds de concours versé » en « Reversement Boni prévisionnel ». Une partie de ce reversement prévisionnel effectué par anticipation ferait l'objet d'une restitution par la Ville à la SA Elit à hauteur de 2 224 K€ en 2019.

Montant des dépenses actualisées : 4 131 K €

Dépenses réalisées au 31 décembre 2016 : 4 005 K€ soit 97 %.

Montant des recettes actualisées : 8 238 K€

Recettes réalisées au 31 décembre 2016 : 8 238 K€ soit 100 %.

Il est remarqué qu'il n'y a pas d'évolution entre les exercices 2015 et 2016.

ENTREE OUEST :

Montant des dépenses actualisées : 14 165 K€

Dépenses réalisées au 31 décembre 2016 : 11 442 K€ soit 81 %.

Montant des recettes actualisées : 11 635 k€

Recettes réalisées au 31 décembre 2016 : 9 328 K€ soit 80 %.

Il est à noter une évolution notable du bilan prenant en considération pour les recettes :

- la neutralisation des recettes de la cession du lot 12 dans l'attente d'une solution d'échange pour le terrain ERDF,
- une dépréciation du montant des recettes de cession de la parcelle 2 dans l'attente de la définition du projet,

et pour les dépenses :

- une réévaluation du montant des travaux réalisés et restant à réaliser pour finaliser la ZAC en 2020.

LES FINANCEMENTS des opérations s'établissent comme suit :

CARRIERE DU RAMASSIS :

Emprunts : l'opération avait bénéficié d'un emprunt de 2 000 000 € contracté auprès de la Caisse d'Épargne. La SA ELIT a procédé au remboursement anticipé suite à la vente à Kaufman & Broad.

Avances remboursables : l'opération a bénéficié d'une avance ville au titre de la convention d'avance du 08 février 2002 pour un montant de 91 469,42 € versée par la ville. La totalité des avances a été remboursée par la SA ELIT au 31/12/06.

ENTREE OUEST :

Emprunts : l'opération a bénéficié des emprunts suivants :

- un emprunt d'un million d'euros contracté auprès de la Caisse d'Épargne Languedoc Roussillon (CELR) en 2009 sur une durée de cinq années (emprunt remboursé),

- un emprunt d'**un million d'euros** contracté auprès de la Caisse Régionale du Crédit Agricole (CRCA) en 2010 sur une durée de cinq années (emprunt remboursé),
- un emprunt d'**un million cinq cent mille €** contracté auprès de la Société Générale en 2010 sur une durée de cinq années (emprunt remboursé),
- un emprunt d'**un million cinq cent mille €** contracté auprès du Crédit Maritime en 2010 sur une durée de cinq années (emprunt remboursé le 31.01.2016).

Soit un total de cinq millions d'euros d'emprunt remboursés. L'ensemble de ces prêts étaient garantis à hauteur de 80 %, par la Ville, en application de la loi Galland.

Le bilan consolidé annexé montre un besoin de trésorerie à fin 2016 de 1 682 K€ du fait du décalage des ventes restant à réaliser.

Une ligne de crédit sera donc à mettre en place auprès d'un organisme financier en 2017.

Avances remboursables : L'opération a bénéficié d'une avance ville au titre de la convention du 08 février 2002 et de ses avenants 1 et 2 d'un montant total de 313 530.58 €. Au 31 décembre 2008, la SA ELIT a remboursé la totalité de cette avance.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'exercice 2016 de l'opération Carrière du Ramassis / Entrée Ouest.

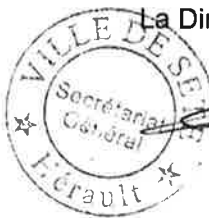
APPROUVE la liste des cessions et acquisitions de l'exercice 2016.

APPROUVE le bilan prévisionnel actualisé des activités de la SA Elit et le plan de trésorerie actualisé annexé.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 34 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
ABSTENTION : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-018

AMENAGEMENT URBAIN

**Objet : PROGRAMME DE RESTAURATION IMMOBILIERE - DECLARATION D'UTILITE
PUBLIQUE - PROROGATION DUP 6 ILOT JEAN JAURES**

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Conformément aux dispositions des articles L.1523-2 et L.1523-3 du Code Général des Collectivités Territoriales et L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SA ELIT est titulaire d'une Concession d'Aménagement adoptée en Conseil Municipal le 12 Mars 2013, rendue exécutoire le 24 avril 2013.

Par délibération n° D.2013-058 en date du 12 mars 2013, le Conseil Municipal a sollicité Monsieur le Préfet de l'Hérault pour la prise de l'arrêté de DUP relative à l'ORI sur l'ilot Jean Jaurès. Le 23 avril 2013, Monsieur le Préfet de l'Hérault a délivré l'Arrêté Préfectoral n° 2013-I-793, déclarant d'Utilité Publique le programme de Restauration Immobilière ilot Jean Jaurès, portant sur les immeubles allant du numéro 51 au numéro 65 de la rue Jean Jaurès (références cadastrales AO 680 / AO 683 / AO 988 / AO 684 / AO 685 / AO 1108 / AO 1109 / AO 6587 / AO689).

Considérant que la durée de validité de cet Arrêté Préfectoral est de 5 ans soit jusqu'au 23 avril 2018 inclus (cf article 3 de l'arrêté de DUP).

Considérant que le processus opérationnel de restauration immobilière nécessite une action constante d'acquisition ou de conseil auprès des syndic et des propriétaires concernés. Ce type de démarche est soumise à des aléas qui impactent sur les délais de réalisation que l'opération n'est pas en mesure de maîtriser,

Considérant que les programmes de travaux de restauration immobilière de ces immeubles n'étant pas tous engagés ou terminés à ce jour,

Considérant que les programmes de travaux de restauration immobilière visés par cette DUP Jean Jaurès n'ont pas subi de modification notable,

Considérant qu'il est souhaitable de proroger pour une nouvelle durée de 5 années l'Arrêté Préfectoral n° 2013-I-793.

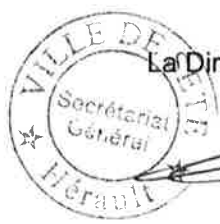
Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE de solliciter auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault la prorogation de son arrêté n° 2013-I-793 expirant 23 avril 2018, afin de permettre aux propriétaires concernés de mener à leur terme leurs travaux de restauration immobilière,

AUTORISE Monsieur le Maire de Sète à signer tous les documents et pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180213-D-2018-019-DE
Date de télétransmission : 13/02/2018
Date de réception préfecture : 13/02/2018

Secrétariat Général



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-019

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : NOUVEAU PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE - PROJET DE RECONSTRUCTION DU CENTRE COMMERCIAL DES BOUTIQUES DE L'ILE DE THAU - ENQUETE PUBLIQUE ET ENQUETE PARCELLAIRE

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Dans le cadre du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine, un protocole de préfiguration au projet de rénovation urbaine de l'île de Thau a été conclu le 22 mars 2017, en vue de la signature d'une convention pluriannuelle avec l'ANRU.

Un des enjeux majeurs du futur projet de rénovation urbaine de l'île de Thau sera la restructuration du centre commercial « Les boutiques de Thau ». Construit en 1977, sa conception architecturale et urbaine est aujourd'hui obsolète, ce qui renforce la mauvaise image qu'il peut avoir.

Il a donc été retenu la construction d'une nouvelle polarité commerciale ouverte sur le quartier (avec une vitrine visible depuis le Boulevard Pierre Mendès France) à proximité immédiate de l'actuel qui sera démoli pour faire place à un pôle d'équipements publics et de loisirs.

Le futur centre commercial développera 1 230 m² au lieu de 2 356 m² pour l'actuel et proposera une offre commerciale complète et sensiblement similaire à l'existante.

Pour mener cette opération de requalification une convention partenariale sera conclue entre l'EPARECA (Etablissement Public National d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisans spécialement créé en 1996 pour accompagner les collectivités territoriales dans la reconquête des zones commerciales situées dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville), SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE et la Ville de Sète.

Selon les termes de cette convention, la Ville acquerra les locaux commerciaux qu'elle ne maîtrise pas, prendra en charge les transferts des commerçants de l'ancien centre commercial vers le nouveau, démolira le bâtiment actuel et cédera à l'EPARECA le terrain nécessaire à la construction du futur centre commercial nu et prêt à bâtir.

Afin d'obtenir la maîtrise totale du foncier soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation, la ville doit solliciter de M. le Préfet de l'Hérault l'ouverture d'une enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique de l'opération et l'ouverture d'une enquête parcellaire en application de l'article L.1 du Code de l'expropriation.

Le dossier d'enquête publique établi à ce titre comporte :

- Une notice explicative ;
- Le plan de situation ;
- Le plan général des travaux ;
- Les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants ;
- L'appréciation sommaire des dépenses.

Le dossier d'enquête parcellaire est composé selon les dispositions prévues à l'article R 131-3 du Code de l'Expropriation de :

- un état parcellaire reprenant la liste des propriétaires,
- un plan parcellaire détaillé.

Le coût total du foncier à acquérir pour mener à bien l'opération est estimé à environ 1 063 500 Euros.

L'aménagement projeté relève d'un programme général de travaux d'investissement estimé à 2 937 565 € HT à la charge de la Commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique de l'opération d'aménagement « Reconstruction du centre commercial les Boutiques de Thau », annexé à la présente

le dossier d'enquête parcellaire, annexé à la présente

AUTORISE

Monsieur le Maire à solliciter du Préfet de l'Hérault l'ouverture d'une enquête publique préalable en vue de l'obtention de la Déclaration d'Utilité Publique des travaux d'aménagement « Reconstruction du centre commercial les Boutiques de Thau »

Monsieur le Maire à solliciter du Préfet de l'Hérault l'ouverture d'une enquête parcellaire

Monsieur le Maire à solliciter du Préfet de l'Hérault, au vu des conclusions du commissaire enquêteur, la déclaration d'utilité publique et un arrêté de cessibilité au profit de la Ville de Sète ;

Monsieur le Maire à mener à bien si nécessaire la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique et à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'instruction administrative et technique de l'opération ainsi que pour intervenir le cas échéant à la signature de toutes les pièces s'y rapportant ;

Monsieur le Maire à représenter la Commune devant le Juge de l'expropriation de l'Hérault pour obtenir les ordonnances d'expropriation et dans les instances en fixation des indemnités d'expropriation ;

Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de ces décisions.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180212-D-2018-020-DE
Date de télétransmission : 13/02/2018
Date de réception préfecture : 13/02/2018



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

**EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-020**

URBANISME

**Objet : MISE EN PLACE D'UN PERIMETRE DE SAUVEGARDE DES FONDS DE
COMMERCE ET ARTISANAUX**

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELE - MOSLER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

L'article 58 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des Petites et Moyennes Entreprises donne la possibilité aux communes d'instaurer un droit de préemption sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux, afin de maintenir et de sauvegarder le commerce de proximité dans les villes. Le décret d'application n° 2007-1827 du 26 décembre 2007 en a défini les modalités d'application qui ont été insérées au Code de l'Urbanisme.

L'enjeu est fort au sein de la commune de SETE, où le commerce a une fonction économique importante et est générateur de dynamique urbaine, d'animation économique et sociale au sein de différents quartiers.

Sète Agglopôle Méditerranée a fait mener une étude portant sur la situation du commerce et de l'artisanat de proximité, afin d'identifier les menaces pesant sur la diversité commerciale.

Les phénomènes de déshérence, de mono-activité commerciale et de prédominance d'activités de services ont été constatés et confirmé par cette étude rendue en octobre 2017 sur sept secteurs :

- secteur 1 : Quartier Victor Hugo
- secteur 2 : Euzet
- secteur 3 : Cœur de Ville
- secteur 4 : Grand rue Mario Roustan
- secteur 5 : 11 novembre / Tassigny
- secteur 6 : Quai de Bosc
- secteur 7 : Rue Paul Bousquet

La Ville a déjà pris plusieurs mesures pour préserver son commerce de centre-ville, et notamment :

- identification au Plan Local d'Urbanisme des rues et quais où le changement de destination est limité,
- mise en œuvre du FISAC
- mise en place de Visio Commerce

Consciente de la nécessité de prendre rapidement des mesures visant à relancer et redynamiser de façon durable l'activité commerciale sur ces quartiers, la Ville souhaite utiliser les différents outils législatifs et réglementaires mis à sa disposition, et instaurer ce droit de préemption spécifique, qui constitue un élément complémentaire d'accompagnement de la politique communale en matière de commerce. Il permet à la Ville de se doter de moyens d'observation des transactions commerciales et artisanales. Il pourra le cas échéant se traduire par l'exercice concret du droit de préemption.

La commune peut déléguer ce droit de préemption à un EPCI, un établissement public y ayant vocation, à une société d'économie mixte, au concessionnaire d'une opération d'aménagement ou au titulaire d'un contrat de revitalisation artisanale et commerciale. Cette délégation peut porter sur une ou plusieurs parties du périmètre de sauvegarde ou être accordée à l'occasion de l'aliénation d'un fonds de commerce, d'un fonds artisanal, d'un bail commercial ou de terrains. Les biens ainsi acquis entrent dans le patrimoine du délégataire.

La présente délibération a pour objet de définir le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat, au sein duquel la collectivité peut exercer son droit de préemption. Il se délimite sur les sept secteurs identifiés selon les plans figurant en annexe.

Le rapport analysant la situation du commerce et de l'artisanat et les sept périmètres justifiant l'instauration de ce droit de préemption, ont été soumis pour avis à la Chambre de Commerce et d'Industrie et à la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, qui se sont prononcées favorablement.

Enfin, et conformément aux dispositions de l'article L 2122-22-21° du CGCT, il est proposé, afin de conserver une réactivité lors du suivi des D.I.A, de déléguer au Maire l'exercice de ce droit de préemption, et lui permettre de le déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune .

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

la mise en place d'un droit de préemption sur les fonds de commerce, fonds artisanaux et baux commerciaux, tel que prévu à l'article L214-1 du Code de l'Urbanisme.

APPROUVE

l'emprise des sept périmètres figurant en annexe, ainsi que la liste des rues incluses dans chacun d'entre eux.

PROCEDE

aux mesures d'affichage et de publicité afférentes.

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant.

DELEGUE

à Monsieur le Maire, conformément à l'article L 2122-22-21° du CGCT, l'exercice de ce droit, ou lui permettre de le déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune.

SUBDELEGUE

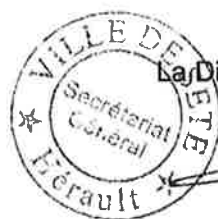
ces attributions, en cas d'empêchement du Maire, au Premier adjoint.

SUBDELEGUE

ces attributions, en cas d'empêchement du Premier adjoint, au Deuxième adjoint.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-021

URBANISME

Objet : ZONE D'AMENAGEMENT DIFFEREE (ZAD) ENTREE EST - APPROBATION DU NOUVEAU PERIMETRE ET DEMANDE DE RENOUVELLEMENT

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibération du 13 décembre 2011, le Conseil Municipal a donné un avis favorable à la création d'une zone d'aménagement différé à l'Est du territoire communal. La création de cette zone s'inscrit dans l'objectif d'assurer la reconversion urbaine de ce site, notamment par la réalisation d'un pôle multimodal autour de la gare ferroviaire, accompagné d'une vaste opération d'aménagement d'ensemble. Le périmètre initial couvert par cette zone représentait environ 98 hectares.

La Zone d'Aménagement Différé « Entrée Est » a été ainsi créée par l'arrêté préfectoral n° 2012-01-728 du 27 mars 2012, celui-ci considérant notamment que la création d'une zone d'aménagement différé permettrait à la commune de constituer des réserves foncières destinées à mettre en œuvre un projet urbain et une politique locale de l'habitat, à organiser l'extension ou l'accueil des activités économiques, notamment à accueillir des activités en lien avec le développement portuaire sur les terrains situés au Sud du canal de la Peyrade, à réaliser des équipements collectifs et à se prémunir contre le risque d'une évolution non maîtrisée du prix des terrains.

Afin d'assurer le portage foncier, la commune de Sète a confié à l'Etablissement Public Foncier Occitanie une mission d'anticipation foncière sur une durée de 5 ans, par une convention cadre d'anticipation foncière conclue en octobre 2012.

Le Conseil communautaire de Sète Agglopôle Méditerranée du 17 décembre 2014 ayant affirmé par la suite sa volonté d'investissement dans l'aménagement de cet espace d'intérêt communautaire dit « Entrée est - Partie Nord », la commune a fait évoluer la convention bipartite initiale vers une convention tripartite commune de Sète, SAM et EPF Occitanie, par délibération du lundi 2 mars 2015.

Cette convention portait sur un périmètre élargi, d'une superficie d'environ 113 hectares situés au nord du canal de La Peyrade.

Il s'agit essentiellement des parcelles appartenant à la société Angibaud, dont les locaux sont aujourd'hui désaffectés et représentant une superficie de 3,8 hectares, ainsi que des parcelles ayant anciennement appartenu à la société Flexsys, s'étendant sur 11,2 hectares. Leur situation stratégique à proximité du futur pôle d'échange multimodal et des zones d'activité justifiant leur intégration au périmètre de la ZAD.

Ainsi les parcelles rattachées au périmètre de ZAD sont :

- AC 196, AC 244, AC 372, AC 373, AC 374, AC 375, AC 364, AC 365, AC 366, AC 500, AC 514, AC 610
- AD 129, AD 130, AD 131, AD 132, AD 133, AD 177

Cette extension du périmètre de la ZAD, approuvée par délibération n°D-2015-131 du 22 juin 2015, nécessite qu'un nouvel arrêté préfectoral soit pris en ce sens.

Par ailleurs, la ZAD a été créée pour une durée de 14 ans, soit un terme initial au 27 mars 2026. Cependant la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris a réduit la durée du droit de préemption dans les ZAD de 14 ans à « six ans renouvelables » à compter de la publication de l'acte de création de la zone, entraînant leur caducité en l'absence de renouvellement.

Il s'avère donc nécessaire, afin de poursuivre les objectifs sus cités, de prévoir avant le 27 mars 2018 le renouvellement de la ZAD Entrée Est pour une durée de 6 ans, renouvelable à son terme.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

SOLLICITE

Monsieur le Préfet pour l'approbation du nouveau périmètre de la zone d'aménagement différé (ZAD) tel que décrit ci-dessus et tel que délimité sur le plan annexé à la présente délibération

SOLLICITE

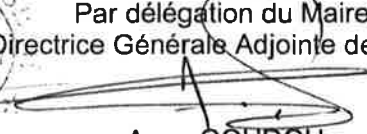
Monsieur le Préfet pour le renouvellement de la ZAD Entrée Est, pour une durée de 6 ans, renouvelable à son terme


AUTORISE

Monsieur le Maire à signer tout document ou acte se rapportant à cette affaire.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180213-D-2018-022-DE
Date de télétransmission : 13/02/2018
Date de réception préfecture : 13/02/2018



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-022

URBANISME

**Objet : ATTRIBUTION D'AIDES FINANCIERES DIRECTES AUX PROPRIETAIRES
D'IMMEUBLES POUR LE RAVALEMENT DES FACADES DE DIVERSES RUES**

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La ville de Sète souhaite préserver et mettre en valeur le patrimoine architectural et urbain de son centre ville, en promouvant la rénovation de ses façades. Cette action porte sur des ilots concernés par l'opération Programme de Rénovation des Quartiers Anciens Dégradés (PRQAD Centre Ville), par des opérations ponctuelles de requalification du tissu urbain, ou sur des axes ou secteurs identifiés comme stratégiques pour le paysage urbain sétois (diagnostic architectural, patrimonial et environnemental du Site Patrimonial Remarquable).

Les façades d'immeubles des quais Louis Pasteur et Rhin et Danube constituent un axe majeur du secteur 1 du Site Patrimonial Remarquable, identifié comme cœur précieux de la ville historique et dont l'aspect et l'état d'entretien contribue fortement à la qualification de l'espace public.

En complément de l'obligation faite aux propriétaires d'un ravalement décennal de leur bien, conformément à l'arrêté préfectoral du 3 avril 1994, et afin de les inciter et de les accompagner dans la réalisation de ces travaux dans les meilleurs délais, la collectivité prévoit de leur accorder une aide financière.

Ce dispositif d'aide financière est prévu sur l'année 2018.

La prise en compte des réalisations de ravalements sur l'année 2017 et des prévisions de réalisation sur l'année 2018, ainsi que l'extension régulière du périmètre de cette action, ont conduit à lui réserver un montant total de 100 000,00 €, alloué au budget 2018 de la ville.

La présente délibération a donc pour objet d'approuver l'attribution d'aides directes aux propriétaires et d'approuver un nouveau règlement d'attribution de cette aide financière à laquelle les propriétaires d'immeubles pourront faire appel.

En effet, la mise en œuvre de ce dispositif dont le périmètre se situe au sein du site Patrimonial Remarquable requiert la satisfaction d'un niveau d'exigences élevé, relayé par l'obtention d'un avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France. Afin de limiter les situations de blocage qui en découlent, il a été convenu qu'une aide complémentaire pourra être accordée lorsque le remplacement des menuiseries est imposé par l'Architecte des Bâtiments de France, à hauteur de 500 € par baie (croisée et volets ou persiennes).

Le projet de règlement d'attribution, annexé à la présente délibération, fixe la liste des bénéficiaires et des travaux éligibles à une subvention, les modalités d'attribution et de règlement de l'aide, ainsi que son montant, calculé sur un taux de 40% du montant HT des travaux, avec un plafond de 12 000 € par façade.

Il est précisé qu'une fois la subvention accordée, les travaux doivent être mis en œuvre dans un délai d'un an et avoir fait l'objet d'une autorisation d'urbanisme (Déclaration Préalable). L'aide financière sera versée au propriétaire après contrôle d'exécution des travaux effectué par les services techniques municipaux.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

l'attribution d'aides financières directes aux propriétaires ayant satisfait au règlement d'attribution, pour le ravalement des façades des quais Louis Pasteur et Rhin et Danube

APPROUVE

le nouveau règlement d'attribution des aides financières, annexé à la présente délibération.

AUTORISE

le paiement de la subvention prélevée sur la ligne budgétaire :
Nature : 20422 - Fonction : 70 - Opération : 16006 - Chapitre : 204
Service : URBA

DONNE POUVOIR

au Maire, ou son représentant, pour la mise en œuvre des dispositions relatives au dit règlement.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180212-D-2018-023-DE
Date de télétransmission : 13/02/2018
Date de réception préfecture : 13/02/2018

ville de  **sète**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-023

ENVIRONNEMENT

Objet : MISE EN VALEUR DE LA FORET DES PIERRES BLANCHES - CONVENTION PARTENARIALE AVEC L'OFFICE NATIONAL DES FORETS PERIODE 2016-2022 - CONVENTION PARTICULIERE D'APPLICATION ANNEE 2018

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Dans le cadre de la mise en valeur de la forêt des Pierres Blanches, l'Office National des Forêts (O.N.F.) et la commune de Sète ont signé une convention partenariale, ayant pour objectif de définir les modalités de fonctionnement et d'intervention de chacune des parties dans leur globalité. D'une durée de sept ans, cette dernière a été adoptée par délibération du Conseil Municipal du 1^{er} février 2016.

Ainsi, dans le cadre de ce partenariat actif, une convention particulière d'application vient matérialiser et définir très précisément le programme annuel des actions à mener et le plan de financement prévoyant le montant de la subvention versée par la Commune à l'O.N.F.

Les travaux inscrits au programme d'action 2017 ont été réalisés dans leur intégralité pour un montant total de 22.500 € TTC pour lesquels la Commune a financé à hauteur de 67 % du montant hors taxe des travaux pour un montant de 18.000 € TTC (soit 15.000 € HT):

- Sur l'aire de pique-nique de la forêt :
arrachage de pyracanthas et remplacement par des espèces méditerranéennes locales ;
élagage des vieux pins - coût estimé 5.300 € HT
enlèvement des socles de bancs et plots béton ; retrait des trois corbeilles existantes et remplacement sur le modèle en bois exotique identiques au reste du site – coût estimé 3.200 € HT ;
remodelage d'une terrasse à l'aide d'une mini-pelle pour sa stabilisation – coût estimé : 1.000 € HT
- Extension de 35 ml du fossé de la piste PMR et pose d'un passage busé afin de limiter le ravinement - coût estimé 3.400 € HT
- Reprofilage à la mini-pelle d'un accès à une table-banc pour permettre son accès au PMR et mise en place de rondins bois pour délimitation - coût estimé 3.700 € HT ;
- Curage du fossé, nettoyage et remplacement de panneaux endommagés, dépressage de résineux, ouverture du point de vue, depuis le table d'orientation, côté étang par élagage de pins , abattage d'un cyprès dépérissant sur l'allée de la table d'orientation - coût estimé 4.500 € HT ;
- Fourniture et mise en place de deux passages à gué en bois au dessus du fossé de la piste PMR - coût estimé 1.400 € HT

Pour 2018, la convention d'application arrête le programme d'actions à mettre en œuvre, pour un montant total estimé à 22.500 € hors taxe, se décomposant comme suit :

- Sur l'aire de pique-nique de la forêt :
Elagage et abattage de pins et évacuation des rémanents - coût estimé 1.520 € HT
Pose de plateaux bois pour équilibrer la table-banc en pierre. Pose de 50 lisses et 30 poteaux sur une longueur de 50 mètres sur le bas de l'aire (pour harmonisation). Pose d'un panneau « feu interdit » – coût estimé 4.060 € HT ;
Fourniture et plantation de 2 pins pignons et plantation de 3 figuiers fournis par la Ville – coût estimé : 1.810 € HT
- Sur le parking :
Abattage de 3 cyprès dépérissants et élagage des 16 pins pignons (pour sécurisation) - coût estimé 1.630 € HT ;
Remplacement de plots bois (pour harmonisation avec le reste du parking), fourniture et pose d'un banc près du terrain de pétanque et remise en état du terrain, remplacement de 2 poubelles bois type Sète – Fourniture et pose de 70 lisses et 46 poteaux sur une longueur de 70 mètres avec 2 passages piéton (travaux de sécurisation du périmètre) – coût estimé : 6.550 € HT ;
- Sur la Table d'Orientation :
ouverture de fenêtres de vue, coté étang et Nord par élagage et abattage de pins (poursuite des travaux démarrés en 2017) – coût estimé 2.900 € HT
- Sur la forêt :
Elagages à l'entrée de la forêt et sur la Montée des Pierres Blanches (élagage de pins et cèdres en bord de route avec évacuation des rémanents) – coût estimé : 3.700 € HT
Curage du fossé sur la piste PMR avec entretien des collecteurs d'eau et des cinq passages busés – coût estimé : 330 € HT.

La Commune de Sète attribue à l'O.N.F. une participation financière 20 000 € TTC (soit 16.666.67 € HT) correspondant à 74 % du montant total HT des travaux ; l'ONF assurera le financement complémentaire des travaux précités.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal


APPROUVE les termes de la convention particulière d'application pour l'année 2018 de la convention partenariale entre la l'O.N.F. et la Commune de Sète

AUTORISE Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à signer tous les actes nécessaires à l'accomplissement de la présente délibération

DECIDE que la dépense d'un montant de 20 000 € sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :
NATURE : 204182 – FONCTION : 823 – SERVICE : JARDPAY

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180213-D-2018-024-DE
Date de télétransmission : 13/02/2018
Date de réception préfecture : 13/02/2018

ville de **sète**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-024

EAU

**Objet : RESEAU EAU POTABLE - REVERSEMENT REDEVANCE ASSAINISSEMENT -
CONVENTION AVEC SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE**

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Vu la délibération du 19 décembre 2016 de la Ville de Sète approuvant le choix de création de la SEMOP "L'eau d'Issanka" comme délégataire du service Eau potable de la Ville de Sète pour une durée de 10 ans à compter du 1er février 2017,

Vu le contrat de délégation du service public en date du 18 décembre 2017 passé entre Sète Agglopôle Méditerranée et SUEZ,

CONSIDERANT que la Ville de Sète a confié l'exploitation du service Eau potable à la SEMOP "L'Eau d'Issanka",

CONSIDERANT que Sète Agglopôle Méditerranée dispose de la compétence pleine et entière de "l'assainissement des eaux usées" pour le transport, la collecte et le traitement des eaux usées des communes dont Sète qu'elle exerce par contrat de concession conclu avec le SAS Thau Maritima (échéance 31/12/2037).

Sur SETE, conformément à l'article R.2224-19-7 du CGCT, le recouvrement des redevances pour consommation d'eau et des redevances d'assainissement collectif et non collectif a été confié à la SEMOP "L'Eau d'Issanka" sur la facture d'eau potable.

Il est en conséquence nécessaire de fixer par convention, les modalités administratives, techniques, financières et fiscales liées à cette prestation.

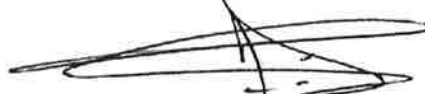
Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte cette convention à passer entre la Ville de Sète, la SEMOP "L'Eau d'Issanka", Sète Agglopôle Méditerranée et Thau Maritima,

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 35 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Secrétariat Général



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-025

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 FEVRIER 2018

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : CESSIION D'UN DELAISSE DE VOIRIE CADASTRE AD 313 SITUE SUR L'AVENUE DES EAUX BLANCHES AU PROFIT DE SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE

L'an deux mille dix-huit et le 12 février, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Christine SIMON - AUBRY donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Afin de favoriser l'implantation d'une activité cohérente avec la vocation de la Zone d'Activité Economique des Eaux Blanches, et ainsi favoriser son développement, il convient de procéder à la valorisation d'un délaissé de terrain d'une superficie de 151 m², situé sur l'avenue des Eaux Blanches, au droit de la parcelle AD 129 (actuellement propriété de l'Etablissement Public Foncier Occitanie).

Ce terrain, bien que n'étant pas spécifiquement affecté à l'usage direct du public par sa nature interstitielle, fait partie intégrante de l'emprise foncière de la voirie de desserte de la zone d'activité, qui appartient au Domaine Public Communal conformément au Code Général de la Propriété des Personnes Publiques fixant les critères de la domanialité publique.

Etant par principe inaliénable, les biens du domaine public cédés à des personnes privées ou au domaine privé des personnes publiques doivent faire au préalable l'objet d'une désaffectation et d'un déclassement décidés par le conseil municipal, conformément à l'article L 2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Toutefois, en vertu de 141-3 alinéa 2 de du Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie ou d'une partie d'une voie communale est dispensé d'enquête publique préalable si ce déclassement ne porte pas atteinte aux fonctions de circulation.

Le terrain objet de la présente délibération constituant un délaissé de voirie communale, celui-ci a perdu « son caractère d'une dépendance du domaine public routier », et fait l'objet d'un déclassement de fait. En conséquence, il n'y a pas lieu de procéder dans ce cas à une enquête publique préalable au déclassement telle que prévue par l'article L.141-3 du Code de la voirie routière.

A cet effet une division parcellaire a donc été réalisée par le Cabinet Géomètre Expert GEOM7 en date du 16 novembre 2017 pour détacher l'emprise concernée par la cession, désormais cadastrée AD 313. La partie restante conservera son appartenance au Domaine Public.

Sète Agglopôle Méditerranée se porte ainsi acquéreur de cette emprise pour la somme d'un euro symbolique.

Les frais afférents à la présente transaction (géomètre et notaire) incomberont à l'acheteur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE la désaffectation et le déclassement de la parcelle cadastrée AD 313, d'une superficie de 151 m², issue de l'emprise de la voirie de desserte de l'avenue des Eaux Blanches,

DECIDE la cession de ladite emprise au profit de Sète Agglopôle Méditerranée au prix de l'euro symbolique,

AUTORISE Monsieur le Maire ou l'Elu délégué à signer tous les actes nécessaires à l'accomplissement de la présente délibération,


AUTORISE le Trésorier Municipal à faire recette le moment venu du produit de la vente sous l'imputation :

Nature : 775 Fonction : 020 Service : GPAT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services


Anne GOUDOU